



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE GENOUILLE

Séance du 15 septembre 2025
Délibération n° 2025-28

Le quinze septembre deux mil vingt-cinq à vingt heures trente minutes, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Monsieur SOUSSIN Jean-Michel, en séance ordinaire

Nombre de conseillers :

En exercice : **15**
Présents : **13**
Votants : **14**
Pour : **3**
Contre : **8**
Abstention : **3**
Quorum : **8**

Présents :

SOUSSIN Jean-Michel, NICOLAS Emmanuel, TRAIN Francis, DROUET Ludovic, SANTOLINI Benoît, JAUNAS Florent, PROUST Nicolas, GIMONNEAU Linda, DUPONT Anny-Claude, MELLIER Dominique, HURTAUD Christa, OURIQUES DE OLIVEIRA Magnolia, GUILLOT Annie,

Absents :

DE BADEREAU DE SAINT MARTIN Patrick (excusé – pouvoir SOUSSIN Jean-Michel), RUAUD Natacha (excusée)

Secrétaire de séance :
DUPONT Anny-Claude

Séance ouverte à : 20h30

Auteur de l'acte :
SOUSSIN Jean-Michel

Télétransmission en Préfecture le :
16 SEP. 2025

Convocation envoyée le :
8 septembre 2025

AR Préfecture :
017-211701743-20250915-2025_28-DE

Affichage de la convocation le :
8 septembre 2025

Date de publication sur le site internet :
22 septembre 2025

* * * * *

Objet : Création d'un Syndicat mixte ouvert de préfiguration du Parc Naturel Régional des marais du littoral charentais

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les réflexions et démarches engagées depuis 2018 pour la création du Parc Naturel Régional sur les marais du littoral charentais.

Ce qu'est un Parc Naturel Régional

Un Parc Naturel Régional est un territoire rural habité, reconnu au niveau national pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère, mais aussi fragile, qui s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel, culturel et humain.

Les Parcs Naturels Régionaux ont pour missions (article L.333-1 du Code de l'environnement) :

1. de protéger les paysages et le patrimoine naturel et culturel, notamment par une gestion adaptée ;
2. de contribuer à l'aménagement du territoire ;
3. de favoriser le développement économique, social, culturel et la qualité de la vie ;
4. de contribuer à l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
5. de réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans ces domaines et de participer à des programmes de recherche.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE GENOUILLE

Les PNR ont pour but de convaincre plutôt que de contraindre. En effet, un Parc Naturel Régional, ne disposant pas d'un pouvoir réglementaire spécifique, ne modifie en rien les règles générales applicables au droit de propriété, à la chasse, à la pêche...

La charte des Parcs Naturels Régionaux est rédigée de manière concertée, avec l'ensemble des partis, de façon à faire l'objet d'un large consensus. Les Communes, EPCI, Département et Région adhérentes au Syndicat mixte de préfiguration participent pleinement à sa rédaction. A l'issue de ce travail de rédaction, chaque commune sera amenée à se prononcer individuellement sur leur adhésion ou non au projet de parc naturel régional.

Historique de la démarche

De 2018 à 2021, une étude d'opportunité a été conduite dans le cadre d'une entente intercommunautaire réunissant plusieurs intercommunalités du territoire concerné.

Cette première phase de travail a permis de démontrer le caractère patrimonial du territoire, d'identifier les défis majeurs du territoire, de définir le périmètre de projet, et de mesurer la pertinence du classement en Parc Naturel Régional.

L'objectif, avec un PNR, est de mieux coordonner les actions en matière de préservation du patrimoine naturel et paysager, notamment en ce qui concerne les zones humides, et de fédérer les acteurs locaux autour d'un projet de développement économique durable dans un contexte de changement climatique.

Le projet de Parc est centré sur un système de marais et zones humides uniques connectés à la mer des pertuis via les estuaires de la Charente, de la Seudre et de la Gironde : marais de la Presqu'île d'Arvert, de la Seudre, de Brouage et du nord de Rochefort.

Au terme de cette phase, la Région Nouvelle-Aquitaine, en décembre 2023, puis le Préfet de Région, en août 2024, ont validé l'opportunité de la démarche, émettant un avis favorable à sa poursuite.

Afin de poursuivre et consolider cette dynamique, il est désormais nécessaire de mettre en place une nouvelle gouvernance, plus structurée, réunissant l'ensemble des collectivités concernées.

À cet effet, il est proposé de créer un syndicat mixte ouvert de préfiguration, qui réunira :

- les 67 communes situées dans le périmètre d'étude ayant fait le choix d'y adhérer,
- les 7 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés en tout ou partie,
- le Département de la Charente-Maritime,
- ainsi que la Région Nouvelle-Aquitaine.

Ce syndicat mixte sera l'outil juridique et opérationnel de la phase de préfiguration. Il aura pour missions :

- d'élaborer la charte du futur Parc naturel régional, sur la base d'études préalables, en concertation avec les acteurs du territoire ;
- de conduire des actions de préfiguration, permettant d'expérimenter des dispositifs,
- d'assurer la communication, information, sensibilisation autour du projet.

Monsieur le Maire rappelle que le périmètre du projet de Parc Naturel Régional des Marais du littoral charentais comprend 67 communes et tout ou partie de 7 intercommunalités, dont la commune de Genouille, pour un territoire d'environ 1 300 km² abritant près de 180 000 habitants.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE GENOUILLE

Monsieur Maire propose la création du Syndicat mixte ouvert de préfiguration du Parc Naturel Régional des marais du littoral charentais, destiné à porter la démarche jusqu'à l'obtention du classement.

Il présente les statuts qui ont été élaborés en concertation avec les collectivités concernées, et propose l'adhésion de la commune Genouille à ce syndicat mixte de préfiguration.

Il propose également que la collectivité participe financièrement à cette démarche par le versement, pour l'année 2026, d'une cotisation annuelle d'un montant de 1 € par habitant, plafonnée 10 000 € pour les communes.

VU :

- Le Code général des collectivités territoriales
- Le Code de l'environnement, notamment ses articles L.333-1 et suivants relatifs aux Parcs Naturels Régionaux
- La délibération 2023.2104.SP du 1^{er} décembre 2023 du Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine valant décision de création du futur Parc Naturel Régional des marais du littoral charentais
- L'avis d'opportunité favorable à la création d'un PNR sur les marais du littoral charentais du Préfet de la Région Nouvelle Aquitaine en date du 23 août 2024

CONSIDÉRANT :

- L'intérêt patrimonial, environnemental et paysager majeur des marais du littoral charentais
- La dynamique collective engagée depuis 2018 entre collectivités et partenaires locaux
- La nécessité d'organiser une gouvernance structurée pour conduire la phase de préfiguration

Après avoir entendu l'exposé,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à 8 VOIX CONTRE, 3 ABSTENTIONS et 3 VOIX POUR :

- DESAPPROUVE la création d'un Syndicat mixte ouvert de préfiguration du Parc Naturel Régional des marais du littoral charentais
- DESAPPROUVER les statuts du Syndicat mixte tel qu'annexé à la présente délibération
- DECIDE DE NE PAS ADHERER au Syndicat mixte de préfiguration dès sa création

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme :

**Le Maire,
Jean-Michel SOUSSIN**



**La secrétaire de séance,
Anny-Claude DUPONT**



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE GENOUILLE

Délais et voies de recours

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. La délibération peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

STATUTS

**Syndicat mixte de préfiguration
du Parc naturel régional
des marais du littoral charentais**

TITRE I : NATURE ET OBJET DU SYNDICAT MIXTE DE PREFIGURATION

ARTICLE 1^{er} : CONSTITUTION ET DÉNOMINATION DU SYNDICAT MIXTE DE PREFIGURATION

En application des articles L5721-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et L333-1 et suivants du Code de l'Environnement, il est créé un Syndicat mixte ouvert qui regroupe :

- La Région Nouvelle-Aquitaine ;
- Le Département de la Charente-Maritime ;
- Les Établissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI), ayant approuvé par délibération les présents statuts, parmi ceux situés en partie ou en totalité dans le périmètre d'étude défini par la Région Nouvelle-Aquitaine dans sa délibération n° 2023.2104.SP du 11 décembre 2023 ;
- Les Communes, ayant approuvé par délibération les présents statuts, parmi celles situées en partie ou en totalité dans le périmètre défini par la Région Nouvelle-Aquitaine dans sa délibération n° 2023.2104.SP du 11 décembre 2023.

La liste des EPCI et communes membres du Syndicat mixte de préfiguration est annexée aux présents statuts.

Le Syndicat mixte de préfiguration s'intitule : « **Syndicat mixte de préfiguration du Parc naturel régional des marais du littoral charentais** » et est désigné ci-après par « le Syndicat mixte de préfiguration ».

ARTICLE 2 : MEMBRES ASSOCIÉS

Peuvent être associés aux réunions du Syndicat mixte de préfiguration et à ses travaux, sans voix délibérative :

- Un collège des territoires associés : le Maire ou le Président (ou leur représentant) de collectivités ou établissements publics associés, situés hors du périmètre d'étude, dans le cadre de conventionnements prévus à l'article 8 (périmètre) ;
- Un collège des partenaires, dont la composition pourra être définie par délibération du Bureau. Il pourra notamment inclure des représentants des conseils de développement ou d'un groupe de réflexion de la société civile des intercommunalités membres et des représentants du Conseil scientifique et prospectif (tel que défini à l'article 22).

ARTICLE 3 : SIÈGE

Le siège du Syndicat mixte de préfiguration est fixé par arrêté préfectoral après délibération du Comité syndical. Il se tiendra provisoirement au siège de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

Il peut être déplacé en tout autre lieu du périmètre défini à l'article 8 des présents statuts, par arrêté préfectoral après délibération du Comité syndical.

Toutefois, les réunions du Comité syndical et du Bureau, de même que toute autre réunion organisée par le Syndicat mixte de préfiguration, peuvent se tenir en tout autre lieu de ce périmètre, ainsi qu'au siège ou antenne de l'une des collectivités membres, sur décision de la Présidence.

ARTICLE 4 : OBJET DU SYNDICAT MIXTE DE PRÉFIGURATION

Le Syndicat mixte de préfiguration constitue la structure de préfiguration du futur Parc naturel régional des marais du littoral charentais.

Il prépare le projet de Parc naturel régional en précisant les enjeux, en définissant les objectifs et en élaborant le projet de charte et les différents documents prévus par la procédure de constitution du Parc naturel régional, sur la base d'études préalables, et conduit des actions de préfiguration, en collaboration avec les institutions compétentes, les acteurs socioéconomiques et associatifs et les personnes privées intéressées, conformément aux dispositions des articles L333-1 à L333-3 et R333-1 à R333-16 du Code de l'Environnement, relatifs aux Parcs naturels régionaux.

ARTICLE 5 : DOMAINES D' ACTIONS

Le Syndicat mixte de préfiguration inscrit son champ d'actions dans les domaines d'actions des Parcs Naturels Régionaux définis par l'article R333-1 du Code de l'Environnement, à savoir :

- La protection et la valorisation du patrimoine naturel et culturel, notamment par une gestion adaptée des milieux et des paysages ;
- La contribution à l'aménagement du territoire ;
- La contribution au développement économique, social, culturel et à la qualité de vie ;
- L'accueil, l'éducation et l'information du public ;
- La réalisation d'actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et contribuer à des programmes de recherche.

Il représente sur le territoire du futur parc un partenaire privilégié de l'État, des collectivités territoriales et des EPCI dans le domaine de la biodiversité et des paysages.

ARTICLE 6 : MISSIONS

6.1. Missions générales

De façon générale, et dès sa création, le Syndicat mixte de préfiguration a vocation à :

- Elaborer la charte et préparer la création du futur PNR :
 - Animer et rédiger la charte constitutive du futur Parc naturel régional ;
 - Associer et faire participer les communes, intercommunalités, acteurs locaux et la population aux étapes d'élaboration de la Charte pour une véritable appropriation du projet, dans une démarche de démocratie participative ;

- Procéder ou faire procéder par ses propres moyens, dans le respect des compétences de ses membres, à toutes études, actions ou opérations utiles à la création du Parc naturel régional ;
- Rédiger les statuts du futur Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du futur Parc ;
- Conduire des actions de préfiguration :
 - Définir, mener ou faire mener des actions de préfiguration ou des programmes exemplaires, expérimentaux ou de recherche, démonstratifs des missions d'un Parc naturel régional ;
 - Passer des contrats et des conventions avec tout acteur susceptible d'appuyer la réalisation des actions du Syndicat mixte de préfiguration ;
 - Se porter candidat au pilotage de programmes d'initiatives communautaires et répondre à des appels à projets en lien avec les missions d'un Parc naturel régional ;
- Assurer une animation territoriale :
 - Participer à l'animation et à la mise en cohérence des projets territoriaux et des actions de protection, de mise en valeur, de suivi, d'évaluation et de gestion des patrimoines sur le périmètre du projet de Parc naturel régional en préfiguration du futur programme ;
 - Apporter du conseil aux collectivités membres sur toute thématique en rapport avec les missions d'un Parc naturel régional ;
 - Être mandaté par un ou plusieurs de ses membres pour agir en leur nom et effectuer les opérations qu'elles lui ont confiées, notamment en matière de maîtrise d'ouvrage ;
 - Communiquer, informer et sensibiliser les collectivités et les acteurs locaux sur son action, les spécificités et les missions d'un Parc naturel régional, l'avancement de la procédure de création du futur Parc naturel régional.

6.2. Missions particulières

En complément, le Syndicat mixte de préfiguration peut procéder à toutes missions particulières, dès lors qu'elles sont conformes à son objet, pour lesquelles il bénéficie d'une convention de la part des collectivités membres du Syndicat mixte de préfiguration ou d'Établissements publics de coopération intercommunale territorialement concernés par le Parc. Ces actions sont entièrement prises en charge financièrement par la structure commanditaire, déduction faite d'éventuelles aides perçues pour cette mission par le Syndicat mixte de préfiguration. Elles feront l'objet de Conventions particuliers couvrant la période nécessaire à la réalisation de ladite mission.

ARTICLE 7 : PERSONNEL ET MOYENS

Pour mener à bien son objet, le Syndicat mixte de préfiguration se dote de services administratifs, techniques et d'animation. Le personnel pourra être composé d'agents mis à disposition par les membres du syndicat mixte de préfiguration selon les règles qui leur sont propres. Les services de ses membres peuvent par dérogation à l'article L 5221-6-1 être en tout ou partie mis à disposition du Syndicat mixte de préfiguration pour l'exercice de ses compétences.

Les membres du Syndicat mixte de préfiguration peuvent par convention mettre à disposition du Syndicat mixte de préfiguration des moyens matériels, afin de faciliter l'exercice de ses missions, et inversement.

ARTICLE 8 : PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Le périmètre d'intervention du Syndicat mixte de préfiguration est circonscrit au périmètre d'étude du projet de Parc naturel régional, conformément à la délibération du Conseil régional du 11 décembre 2023 et tel que présenté en annexe 1 des présents statuts.

Dans le cadre de l'élaboration de la charte du Parc naturel régional ou de la mise en œuvre d'actions de préfiguration, et pour favoriser une cohérence biogéographique, historique socio-économique ou administrative, le Syndicat mixte de préfiguration pourra intervenir dans le cadre de collaborations dépassant son périmètre de projet. Pour ce faire, une convention pourra être conclue entre le Syndicat mixte de préfiguration et l'organisme intéressé par ces interventions, dans le respect des conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 9 : DURÉE DU SYNDICAT MIXTE DE PRÉFIGURATION

La durée du Syndicat mixte de préfiguration tel que constitué par les présents statuts sera celle nécessaire à la réalisation des études de création et à la rédaction d'un projet de charte constitutive du futur Parc naturel régional ainsi qu'à la mise en œuvre de l'ensemble de la procédure réglementaire.

En cas de non-aboutissement de la procédure (abandon ou refus de classement), le Syndicat mixte de préfiguration sera dissous, dans le respect des dispositions de l'article 12.

Après obtention du classement du territoire en Parc naturel régional, et dans le cadre d'une modification statutaire, le syndicat mixte de préfiguration pourra évoluer en syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional. Ce nouveau syndicat mixte d'aménagement et de gestion sera constitué des seules collectivités ayant adopté le projet de charte conformément à l'article L331-1 IV du Code de l'Environnement.

Les collectivités et EPCI adhérents se fixent comme objectif de voir aboutir le projet d'adoption de la Charte avant l'achèvement du mandat municipal et intercommunal 2026-2032.

ARTICLE 10 : ADMISSIONS ET RETRAITS

10.1. Admissions

Conformément à l'article L5721-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 1^{er} des présents statuts, tous les EPCI et communes situées dans le périmètre d'étude du Parc naturel régional (annexes 1 et 2) peuvent, en cours d'élaboration de la charte et jusqu'au classement du futur Parc naturel régional, adhérer au Syndicat mixte de préfiguration sur une décision favorable du Comité syndical, prise à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Conformément à l'article 2 des présents statuts, des collectivités ou organismes autres que ceux visés à l'article 1^{er} peuvent être admis à faire partie du Syndicat mixte de préfiguration, avec voix consultative, après avis du Bureau et approbation du Comité syndical, par obtention de la majorité simple des voix exprimées.

10.2. Retraits

Le retrait d'un membre s'effectue dans les mêmes conditions que l'adhésion et conformément aux dispositions de l'article L.5721-6-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les membres resteront financièrement engagés jusqu'à l'extinction des emprunts contractés pendant la durée de leur adhésion au Syndicat mixte de préfiguration.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DES STATUTS

En application de l'article L.5721-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Comité syndical délibère et procède à la modification des statuts par un vote à la majorité des deux-tiers des voix exprimées, après proposition du Bureau syndical (sous réserve des règles spécifiques relatives à l'adhésion et au retrait).

ARTICLE 12 : DISSOLUTION DU SYNDICAT MIXTE DE PRÉFIGURATION

En application des articles L5721-7 et L5721-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Syndicat mixte de préfiguration peut être dissout à la demande motivée de la majorité simple des personnes qui le composent, par arrêté motivé du représentant de l'État dans le département siège du syndicat.

Le Comité syndical procède alors à l'analyse détaillée de la situation financière et patrimoniale du Syndicat mixte de préfiguration au moment de la dissolution (actif, passif, droits et obligations) et transmet au Préfet les informations nécessaires pour la répartition de l'actif et du passif entre les parties contractantes, au prorata de leur participation aux charges de fonctionnement et d'investissement du Syndicat mixte de préfiguration.

La répartition du personnel concerné, entre les personnes morales membres du Syndicat mixte de préfiguration, s'effectue conformément aux dispositions applicables à l'article L5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales.

TITRE II : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT MIXTE DE PRÉFIGURATION

Le Syndicat mixte de préfiguration est administré par un Comité syndical et un Bureau.

ARTICLE 13 : COMPOSITION DU COMITÉ SYNDICAL

Le Syndicat mixte de préfiguration est administré par un Comité syndical composé de membres avec voix délibératives et de membres associés avec voix consultative.

13.1. Membres avec voix délibérative

Les membres avec voix délibérative sont issus des collèges représentant des collectivités territoriales et des EPCI, selon la répartition suivante :

- Collège « Région » : la Région Nouvelle-Aquitaine dispose de 66 voix délibératives réparties à part égale entre 3 délégués titulaires (et 3 suppléants) désignés par le Conseil régional, soit 22 voix par délégué ;
- Collège « Département » : le Département de la Charente maritime dispose de 21 voix délibératives réparties à part égale entre 3 délégués titulaires (et 3 suppléants) désignés par le Conseil départemental, soit 7 voix par délégué ;
- Collège « EPCI » : les EPCI adhérents disposent de 70 des voix délibératives réparties entre 10 délégués :
 - 2 délégués titulaires (et 2 suppléants) pour les communautés d'agglomération Rochefort Océan, Royan Atlantique et la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, désignés par leur conseil communautaire respectif ;
 - 1 délégué titulaire (et 1 suppléant) pour la Communauté d'Agglomération de La Rochelle, les communautés de communes Aunis Sud, Val de Saintonge Communauté et Cœur de Saintonge, désignés par leur conseil communautaire ;

Chaque délégué intercommunal dispose de 7 voix.

- Collège « Communes » : chaque commune adhérente dispose d'une voix délibérative. Chaque commune désigne au sein de son conseil municipal un délégué titulaire (et un suppléant).

En cas d'empêchement du délégué titulaire, son suppléant peut siéger dans les mêmes conditions. Un même délégué ne peut représenter deux organismes membres à la fois. Le mandat des délégués prend fin en même temps que celui au titre duquel ils ont été élus ou lorsque la collectivité à laquelle ils appartiennent leur retire leur délégation. À l'expiration de ce mandat, les délégués restent en fonction au sein du syndicat mixte de préfiguration, jusqu'à la désignation de leurs successeurs par leur assemblée délibérante. En cas de vacance, la collectivité intéressée procède, dans les plus courts délais, à l'élection de son délégué ou de son suppléant, pour la durée du mandat en cours.

13.1. Membres avec voix consultative

Des représentants du Conseil scientifique et prospectif, élus par les membres de celui-ci, pourront être invités à participer aux séances du Comité syndical à titre consultatif.

Un représentant de chacun des conseils de développement ou de groupe de réflexion de la société civile des EPCI membres pourront être invités à participer aux séances du Comité syndical à titre consultatif. Ils seront désignés au sein de leurs instances.

ARTICLE 14 : ATTRIBUTIONS DU COMITÉ SYNDICAL

Le Comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence du Syndicat mixte de préfiguration.

Notamment il :

- Administre le Syndicat, délibère sur le fonctionnement général et les actions, adopte le règlement intérieur, examine et approuve les compte-rendu d'activités, examine les modifications statutaires, valide les adhésions ou retraits des membres, vote les adhésions aux établissements publics, vote les délégations de gestion d'un service public, se prononce sur le bilan annuel des acquisitions et cessions ;
- Élit le(la) Président(e), les vice-président(e) et les membres du Bureau ;
- Élit les membres de la Commission d'Appels d'Offres ;
- Vote le budget, crée les emplois, approuve le compte financier unique, approuve les programmes d'actions, vote les moyens financiers.

En complément le Comité syndical, ou le Bureau dans le cadre d'une délégation, peut mettre en place, de façon ponctuelle ou permanente, toute commission ou groupe de travail (Conseil de développement, Conseil scientifique et prospectif, commission thématique, etc.) en vue de participer aux travaux du Syndicat mixte de préfiguration, de faciliter la coordination avec ses partenaires ou de donner des avis de nature à éclairer l'action des différents organes du Syndicat mixte de préfiguration. Les modalités de fonctionnement de ces instances seront précisées dans le Règlement intérieur.

Le Comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au Bureau syndical ou au à la Présidence à l'exclusion :

- Du vote du budget ;
- De l'approbation du compte financier unique ;
- Des modifications statutaires, y compris celles relatives au règlement intérieur ;
- De l'adhésion à un établissement public ;
- De la création et de la suppression des emplois (gestion du tableau des effectifs) ;
- De la désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offres ;
- De la délégation de gestion d'un service public.

Il prévoit et décide les délégations attribuées à la Présidence et au Bureau pour prendre des décisions et formuler des avis au nom du Syndicat mixte de préfiguration.

ARTICLE 15 : ELECTION DU (DE LA) PRÉSIDENT(E) ET DES VICE-PRESIDENT(E)S

Le(la) Président(e) et les Vice-président(e)s forment l'Exécutif du Syndicat mixte de préfiguration. Le nombre de vice-présidences est fixé statutairement à trois.

Le(la) Président(e) est élu(e) par le Comité syndical au scrutin secret uninominal à deux tours, à la majorité absolue. La majorité relative est requise au troisième tour, l'élection étant acquise au plus âgé en cas d'égalité des voix.

Les candidatures à la présidence du Syndicat mixte de préfiguration doivent être déposées au moins 15 jours avant l'élection au siège du Syndicat mixte de préfiguration, où elles seront tenues à la disposition de tous les membres du syndicat mixte de préfiguration.

À partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du (de la) Président(e), la Présidence de séance est assurée par le doyen d'âge.

Les Vice-président(e)s sont issu(e)s de trois collèges différents, à l'exclusion de celui dont est issu le (la) Président(e). Ils sont élus par le Comité syndical selon les mêmes modalités que le (la) Président(e), exception faite du délai de candidature.

ARTICLE 16 : FONCTIONNEMENT DU COMITÉ SYNDICAL

16.1. Convocation et organisation

Le Comité syndical se réunit sur convocation de la Présidence, mentionnant obligatoirement l'ordre du jour :

- En session ordinaire deux fois par an au minimum :
- En session extraordinaire à la demande de la Présidence, du Bureau ou d'au moins la moitié de ses délégués avec voix délibérative.

La Présidence peut inviter aux réunions du Comité syndical, à titre consultatif et sans voix délibérative, toute personne dont il estimera le concours ou l'audition utile, notamment les représentants de l'État et de ses agences, les présidents des établissements publics de coopération intercommunale et les Maires des communes voisines du périmètre d'étude ainsi que les représentants des socioprofessionnels et associations.

Les séances du Comité syndical sont publiques. Le Comité peut se réunir à huis clos, à la demande de la Présidence ou au moins de la moitié de ses membres.

16.2. Validité des délibérations

Le Comité syndical ne peut délibérer en séance que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Il est dressé procès-verbal des séances et un registre des délibérations.

Sauf cas d'urgence où le délai minimal est d'un jour franc, la convocation est adressée aux membres du Comité syndical avec l'ordre du jour de la réunion au moins cinq jours francs avant la tenue de ladite réunion.

Le quorum permettant de délibérer valablement est atteint à 50 % plus une des voix présentes et représentées. En cas d'absence du titulaire et de son suppléant, le pouvoir écrit de vote donné à un autre membre titulaire issu du même collège, est pris en compte dans le calcul du quorum. Un membre présent ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Si le quorum n'est pas atteint, après une première convocation régulièrement faite, le Comité syndical délibère valablement sans condition de quorum, après une seconde convocation portant sur le même ordre du jour et adressée à 7 jours au moins d'intervalle (sauf situation d'urgence où le délai d'un jour franc est maintenu). La règle de dispense de quorum prévue au présent paragraphe ne s'applique pas aux délibérations portant modification statutaire.

Les délibérations du Comité syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Le vote a lieu à main levée. Un scrutin à bulletins secrets est possible dès lors qu'au moins un tiers des membres présents le demande.

En cas d'égalité des voix, le vote du (de la) Président(e) est prépondérant, sauf hypothèse d'un vote à bulletins secrets.

ARTICLE 17 : COMPOSITION DU BUREAU SYNDICAL

Le Bureau syndical est composé de 17 membres, répartis comme suit :

- 2 délégués issus du collège de la Région, porteurs de 7 voix réparties équitablement entre eux (3,5 voix par délégué), soit 30% du total ;
- 1 délégué issu du collège du Département, porteur de 2 voix, soit 10% du total ;
- 7 délégués issus du collège des EPCI, porteurs de 7 voix réparties équitablement entre eux (1 voix par délégué), soit 30% du total ;
- 7 délégués issus du collège des communes, porteurs de 7 voix réparties équitablement entre eux (1 voix par délégué), soit 30% du total.

Un représentant du Conseil scientifique et prospectif et un représentant des conseils de développement peuvent être invités à participer aux séances du Bureau à titre consultatif, sur décision de la présidence.

Parmi les 17 membres du Bureau figurent obligatoirement le (la) Président(e) et les vice-président(e)s du Syndicat mixte de préfiguration.

ARTICLE 18 : ATTRIBUTIONS DU BUREAU SYNDICAL

Présidé par le(la) Président(e) du Comité syndical, le Bureau syndical concourt à la gestion courante du Syndicat mixte de préfiguration en exerçant les attributions qui lui sont déléguées par le Comité syndical, dans les limites permises par le Code Général des Collectivités Territoriales.

À ce titre, notamment, il :

- Assure le suivi des actions décidées par le Comité syndical et propose des actions à mener et les moyens correspondants ;

- Élabore le règlement intérieur ;
- Donne un avis sur la nomination du Directeur ;
- Examine le projet de budget ;
- Prépare les travaux, décisions du Comité.

Indépendamment des délégations qui peuvent leur être consenties, les membres du Bureau syndical peuvent être plus spécialement chargés par la Présidence du suivi d'un domaine de compétences déterminé.

Le rôle et les fonctions de chacun des membres du Bureau peuvent être précisés, le cas échéant, par le règlement intérieur ou par délibération du Comité syndical.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que le mandat au titre duquel ils ont été désignés. Ils restent cependant en fonction jusqu'à la désignation de leurs successeurs

ARTICLE 19 : FONCTIONNEMENT DU BUREAU SYNDICAL

19.1. Convocation et organisation

Le Bureau syndical se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation de la Présidence ou à la demande d'au moins la moitié de ses membres.

Le(la) Président(e) peut inviter aux réunions du Bureau syndical, à titre consultatif et sans voix délibérative, toute personne dont il estimera le concours ou l'audition utile, notamment les représentants de l'État et de ses agences, les présidents des établissements publics de coopération intercommunale et les Maires des communes voisines du périmètre d'étude ainsi que les représentants des socioprofessionnels et associations.

19.2. Validité des délibérations

Le Bureau syndical ne peut délibérer en séance que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Il est dressé procès-verbal des séances et un registre des délibérations.

Sauf cas d'urgence où le délai minimal est d'un jour franc, la convocation est adressée aux membres du Bureau syndical avec l'ordre du jour de la réunion au moins cinq jours francs avant la tenue de ladite réunion.

Les membres du Bureau peuvent participer aux réunions de celui-ci soit en présentiel, soit par visioconférence, sauf en cas d'empêchement technique d'organiser cette dernière. Dans ce cas, seule la participation en présentiel sera possible.

Le quorum permettant de délibérer valablement est atteint si le nombre de membres présents, en présentiel ou par visioconférence, et représentées équivaut à au moins 50 % plus une du nombre total de voix du bureau. Si le quorum n'est pas atteint, après une première convocation régulièrement faite, le Bureau syndical délibère valablement sans condition de quorum, après une seconde convocation portant sur le même ordre du jour et adressée à 7 jours au moins d'intervalle (sauf situation d'urgence où le délai d'un jour franc est maintenu).

Les délibérations du Bureau syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Le vote a lieu à main levée. Un scrutin à bulletins secrets est possible dès lors qu'au moins un tiers des membres présents le demande.

En cas d'égalité des voix, le vote du (de la) Président(e) est prépondérant, sauf hypothèse d'un vote à bulletins secrets.

ARTICLE 20 : ATTRIBUTIONS DU (DE LA) PRÉSIDENT(E) ET DES VICE-PRÉSIDENT(E)S

20.1. Attributions du (de la) Président(e)

Le(la) Président(e) représente le Syndicat mixte de préfiguration, dirige son action, coordonne son activité et administre les services. Il nomme le directeur (après avis du Bureau) et les autres membres du personnel.

Il(elle) fixe l'ordre du jour des réunions du Comité syndical et du Bureau, convoque les réunions, dirige les débats, contrôle les votes. Il(elle) assure l'exécution des décisions du Comité et Bureau.

Il(elle) rend compte au Comité syndical de ses réunions, de son action et de l'activité du Syndicat mixte de préfiguration, de ses services et du Bureau syndical.

Il prépare et propose le budget. Il ordonne les dépenses, prescrit l'exécution des dépenses et recettes, signe les marchés / baux et autres contrats / conventions. Il conserve, administre les propriétés et gère les revenus.

Il peut recevoir délégation d'attribution du Comité syndical dans les mêmes limites et conditions que celles applicables au Bureau.

20.2. Attributions des Vice-président(e)s

Les Vice-président(e)s représentent, au côté du (de la) Président(e), le Syndicat mixte de préfiguration du Parc naturel régional

Le(la) Président(e) peut leur donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, des délégations de pouvoir ou de signature. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

En cas d'empêchement temporaire du (de la) Président(e), celui-ci est remplacé par un(e) vice-président(e), dans l'ordre de leur désignation.

20.3. Bénévolat des élus

La participation des élus aux instances du Syndicat mixte de préfiguration ne donnera lieu à aucune indemnité ni rémunération.

ARTICLE 21 : LE DIRECTEUR

Le(la) directeur(trice) du Syndicat mixte de préfiguration est nommé par le(la) Président(e), après avis du bureau.

Il(elle) assure, sous l'autorité du (de la) Président(e), l'administration générale du Syndicat mixte de préfiguration, la gestion du personnel, le fonctionnement des services et l'exécution des décisions du (de la) Président(e), du Comité syndical et du Bureau.

Il(elle) dirige l'équipe technique du Syndicat mixte de préfiguration, recrutée dans les limites financières définies dans la section de fonctionnement du budget annuel approuvé par le Comité syndical. Il(elle) définit les profils de poste du personnel et propose les candidatures au (à la) Président(e)

Il(elle) prépare les programmes d'activités annuels, ainsi que les propositions budgétaires que le(a) Président(e) présente au Bureau et au Comité syndical. Il(elle) assiste aux réunions du Bureau et du Comité syndical, sans voix délibérative.

Il(elle) peut recevoir délégation de signature du (de la) Président(e).

ARTICLE 22 : CONSEIL SCIENTIFIQUE ET PROSPECTIF

Le Syndicat mixte de préfiguration met en place un Conseil scientifique et prospectif ayant des connaissances dans les domaines d'intervention du Parc, notamment l'aménagement du territoire, l'environnement, le patrimoine naturel, le paysage, le patrimoine culturel, le développement économique, le tourisme et l'urbanisme.

Sa composition et son fonctionnement sont précisés par délibération du Comité syndical.

Le secrétariat du Conseil scientifique et prospectif est assuré par le Syndicat mixte de préfiguration.

Des représentants du Conseil scientifique et prospectif pourront assister aux séances du Comité syndical et du Bureau à titre consultatif uniquement. Leur nombre sera déterminé par le règlement intérieur.

ARTICLE 23 : COMMISSIONS

Le Comité syndical peut mettre en place, de façon ponctuelle ou permanente, toute commission en vue de participer aux travaux du Syndicat mixte de préfiguration, de faciliter la coordination avec ses partenaires ou de donner des avis de nature à éclairer l'action des différents organes du Syndicat mixte de préfiguration.

La composition, le rôle des commissions sont déterminées par le Comité syndical, ou le Bureau en cas de délégation, sur proposition du (de la) Président(e).

Les commissions pourront être composées d'élus, d'acteurs socioprofessionnels, d'usagers, et autres partenaires du territoire et du projet.

ARTICLE 24 : RESSOURCES HUMAINES

Pour mener à bien ses missions, le Syndicat mixte de préfiguration se dote de services administratifs, techniques et d'animation.

Les ressources humaines du Syndicat mixte de préfiguration sont constituées par des agents statutaires et des agents contractuels, en application de la loi statutaire, soit à temps complet, soit à temps partiel. L'ensemble des agents est nommé par le(la) Président(e), sur proposition du Directeur.

Un ou des agents pourront également être mis à disposition du Syndicat mixte de préfiguration par ses membres, dans le respect des règles en vigueur au sein de la Fonction publique territoriale.

Le personnel du Syndicat mixte de préfiguration est placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur.

TITRE III : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

ARTICLE 25 : BUDGET

Le budget du Syndicat mixte de préfiguration pourvoit à toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissement destinées à la réalisation de ses objectifs.

Il est établi conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et transmis après approbation du Comité syndical à l'autorité chargée du contrôle de légalité.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la copie du budget et des comptes du Syndicat mixte de préfiguration est adressée chaque année à ses membres.

Le budget doit être approuvé à la majorité simple des suffrages exprimés.

La section de fonctionnement comprend :

- En recettes :
 - Les contributions ordinaires des membres telles que fixées à l'article suivant ;
 - Le revenu des biens meubles et immeubles du syndicat ;
 - Les participations des membres pour services rendus ;
 - Des dotations et subventions de l'Union européenne, de l'État, de la Région, du Département, des collectivités locales ou de tout autre organisme ;
 - Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
 - Les produits des emprunts ;
 - Les produits d'exploitation ;
 - Les éventuelles contributions directes ;
 - Les produits exceptionnels (entre autres dons et legs) ;
 - Toute autre recette autorisée par les lois et règlements.

- En dépenses :
 - Les dépenses de personnel, d'entretien des bâtiments et de matériel, les impôts, les intérêts des emprunts et autres dépenses liées au fonctionnement du Syndicat mixte de préfiguration,
 - Les dépenses liées à la réalisation des programmes d'actions,
 - Les subventions, fonds de concours ou participations accordées à d'autres maîtres d'ouvrage pour des réalisations entrant dans les objectifs du Syndicat mixte de préfiguration,
 - Les prélèvements à effectuer sur la section de fonctionnement pour contribuer au financement de la section d'investissement,
 - Toute autre dépense autorisée par la réglementation en vigueur.

La section d'investissement comprend :

- En recettes :
 - Les participations, subventions et dotations pour la réalisation du programme d'actions et d'équipements du Syndicat mixte de préfiguration (en provenance de l'Union européenne, l'État, la Région, le Département, les collectivités locales et tout autre organisme) ;
 - Les produits des emprunts contractés par le syndicat ;
 - Le crédit provenant du prélèvement sur la section de fonctionnement ;
 - Les produits exceptionnels (entre autres dons et legs) ;
 - Toute autre recette autorisée par les lois et règlements.
- En dépenses :
 - Les subventions d'équipement, fonds de concours ou participations accordées à d'autres maîtres d'ouvrage pour des réalisations entrant dans les objectifs du Syndicat mixte de préfiguration ;
 - Les dépenses afférentes aux aménagements, réalisations et acquisitions réalisés par le Syndicat mixte de préfiguration ;
 - Le remboursement des emprunts éventuels ;
 - Toute autre dépense autorisée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 26 : CONTRIBUTION DES MEMBRES

Les membres du Syndicat mixte de préfiguration s'engagent à participer à l'équilibre global du budget de fonctionnement selon la clef de répartition ci-après.

La contribution statutaire des membres, appelée « cotisation », est obligatoire.

Le montant annuel de la cotisation de chaque membre est déterminé comme suit :

- La **cotisation des communes** est calculée en euros par habitant. Ce calcul se base sur les populations légales en vigueur selon les statistiques INSEE actualisées chaque année (population totale – cf. annexe 3). Le taux appliqué est déterminé chaque année par le Comité syndical dans le cadre du budget primitif, il est identique pour l'ensemble des collèges du bloc local. Il ne peut excéder 1 € / habitant. La cotisation par commune est plafonnée à 10 000€.

- La **cotisation des intercommunalités** est calculée en euros par habitant. Ce calcul se base sur les populations légales en vigueur selon les statistiques INSEE actualisées chaque année (population totale– cf. annexe 3). Le taux est appliqué à la population des communes de leur périmètre intercommunal inscrites dans le périmètre d'étude. Le taux appliqué est déterminé chaque année par le Comité syndical dans le cadre du budget primitif, il est identique pour l'ensemble des collèges du bloc local. Il ne peut excéder 1 € / habitant. La cotisation par EPCI est plafonnée à 25 000€.
- La **cotisation du Département** est fixée de manière forfaitaire chaque année par le Comité syndical dans le cadre du budget primitif. La cotisation est plafonnée à 13 000€ / an.
- La **cotisation de la Région** est fixée de manière forfaitaire chaque année par le Comité syndical dans le cadre du budget primitif. Elle est plafonnée à de 40 000€ / an.

ARTICLE 27 : AUTRES RESSOURCES

Le financement des actions en maîtrise d'ouvrage du Syndicat mixte de préfiguration est assuré par des subventions, contributions supplémentaires, concours et éventuelles participations des bénéficiaires. Ce financement fera l'objet d'une négociation annuelle entre partenaires sur la base d'un programme d'actions établi par le Syndicat mixte de préfiguration.

Afin de développer et pérenniser ses moyens financiers propres, le Syndicat mixte de préfiguration pourra également recourir à d'autres ressources : mécénat, financement participatif, mutualisation de services entre collectivités du territoire, etc.

ARTICLE 28 : AUTRES DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES

27.1. Comptabilité

Le Syndicat est soumis aux règles de la comptabilité publique. Cette comptabilité est assurée par un comptable public nommé par le Préfet de la Charente-Maritime, conformément au Code Général des Collectivités territoriales.

27.2. Investissements

Les investissements réalisés par le Syndicat mixte de préfiguration demeureront propriété syndicale. Toutefois, ils pourront être cédés aux membres fondateurs du Syndicat mixte de préfiguration, après délibération du Comité syndical.

27.3. Commission d'appels d'offres

En application de l'article L.1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé une commission d'appels d'offres au sein du Syndicat mixte de préfiguration.

ARTICLE 29 : RELATIONS AVEC LES ORGANISMES PARTENAIRES

À toutes fins utiles et en application des articles 4, 5 et 6 des présents statuts, des conventions ou accords particuliers peuvent être passés entre le Syndicat mixte de préfiguration et des organismes partenaires.

Au même titre que les collectivités, certains de ces organismes peuvent effectuer des missions de prestations de services (études, expertises, animations, travaux, etc.), pour le compte du Syndicat mixte de préfiguration et à sa demande.

Les missions s'exécutent dans le respect des textes réglementaires en vigueur, et notamment de ceux relatifs à la commande publique.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 30 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Un règlement intérieur, adopté par le Comité syndical peut, autant que de besoin, venir compléter les règles relatives au fonctionnement du Syndicat mixte de préfiguration énoncées dans les présents statuts.

Il est adopté en comité syndical à la majorité simple des suffrages exprimés dans les six mois qui suivent l'installation du Comité syndical et pourra être modifié autant de fois que nécessaire selon les mêmes modalités

ARTICLE 31 : CONTRÔLE DU SYNDICAT MIXTE DE PRÉFIGURATION

Les actes du Syndicat mixte de préfiguration sont soumis aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les comptes du Syndicat mixte de préfiguration sont jugés par la Chambre Régionale des Comptes.

ARTICLE 32 : DISPOSITION NON PRÉVUES

Toute autre question non prévue par les présents statuts ou le règlement intérieur est régie en application du texte en vigueur et notamment du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code de l'environnement.

ANNEXES

Annexe 1 : Périmètre d'étude

Annexe 2 : Liste des communes et EPCI concernés

Annexe 3 : Population totale des communes membres (recensement INSEE, 2021)

PNR Marais littoraux

Périmètre du projet

Tout ou partie d'un EPCI concerné

- CA de la Rochelle
- CC Aunis Sud
- CA Rochefort Océan
- CC des Vals de Saintonge Communauté
- CC Cœur de Saintonge
- CC du Bassin de Marennes
- CA Royan Atlantique

Commune de plus de 5 000 habitants : **Royan**

Source : Direction de l'Environnement
Service Transition écologique et territoires
Octobre 2023

Traitement :
DATAR / Direction de l'Intelligence
Territoriale et de la Prospective

© Région Nouvelle-Aquitaine, 2023

Annexe 2 : Liste des communes et EPCI concernés

Code	Communes	Intercommunalités
17021	Arvert	Communauté d'agglomération Royan Atlantique (CARA)
17064	Breuillet	
17079	Chaillevette	
17097	Le Chay	
17119	Corme-Écluse	
17151	L'Éguille	
17155	Étaules	
17225	Les Mathes	
17228	Médis	
17230	Meschers-sur-Gironde	
17247	Mornac-sur-Seudre	
17306	Royan	
17307	Sablonceaux	
17311	Saint-Augustin	
17333	Saint-Georges-de-Didonne	
17380	Saint-Palais-sur-Mer	
17393	Saint-Romain-de-Benet	
17409	Saint-Sulpice-de-Royan	
17421	Saujon	
17425	Semussac	
17452	La Tremblade	
17461	Vaux-sur-Mer	
	Sous-total CARA	22 communes
17004	Île-d'Aix	Communauté d'agglomération Rochefort Océan (CARO)
17036	Beaugeay	
17065	Breuil-Magné	
17075	Cabariot	
17083	Champagne	
17146	Échillais	
17168	Fouras	
17184	La Gripperie-Saint-Symphorien	
17205	Loire-les-Marais	
17216	Lussant	
17237	Moëze	
17246	Moragne	
17253	Muron	
17299	Rochefort	
17308	Saint-Agnant	
17320	Saint-Coutant-le-Grand	

17329	Saint-Froult	
17346	Saint-Hippolyte	
17348	Saint-Jean-d'Angle	
17353	Saint-Laurent-de-la-Prée	
17375	Saint-Nazaire-sur-Charente	
17429	Soubise	
17449	Tonnay-Charente	
17463	Vergeroux	
17484	Port-des-Barques	
	Sous-total CARO	25 communes
17058	Bourcefranc-le-Chapus	Communauté de communes du Bassin de Marennes (CCBM)
17185	Le Gua	
17219	Marennes-Hiers-Brouage	
17265	Nieulle-sur-Seudre	
17351	Saint-Just-Luzac	
17406	Saint-Sornin	
	Sous-total CCBM	6 communes
17413	Saint-Vivien	Communauté d'agglomération de La Rochelle (CdA LR)
17443	Thairé	
17483	Yves	
	Sous-total CdA LR	3 communes
17018	Ardillières	Communauté de communes Aunis Sud (CdC AS)
17032	Ballon	
17107	Ciré-d'Aunis	
17203	Landrais	
17174	Genouillé	
	Sous-total CdC AS	5 communes
17053	Bords	Vals de Saintonge Communauté (CdC VdS)
17252	Le Mung	
17397	Saint-Savinien	
	Sous-total CdC VdS	3 communes
17171	Geay	Communauté de communes Cœur de Saintonge (CdC CS)
17302	Romegoux	
17455	La Vallée	
	Sous-total CdC CS	3 communes

Annexe 3 : Population totale des communes membres (recensement INSEE, 2021)

Libellé	Population totale 2022
Arvert	3 945
Breuillet	3 115
Chaillevette	1 687
Le Chay	865
Corme-Écluse	1 300
L'Éguille	923
Étaules	2 807
Les Mathes	2 214
Médis	3 113
Meschers-sur-Gironde	3 238
Mornac-sur-Seudre	880
Royan	19 852
Sablonceaux	1 444
Saint-Augustin	1 525
Saint-Georges-de-Didonne	5 192
Saint-Palais-sur-Mer	3 947
Saint-Romain-de-Benet	1 800
Saint-Sulpice-de-Royan	3 479
Saujon	7 426
Semussac	2 576
La Tremblade	4 597
Vaux-sur-Mer	4 104
Sous-total CARA	80 029
Île-d'Aix	198
Beaugeay	798
Breuil-Magné	1 946
Cabariot	1 494
Champagne	654
Échillais	3 771
Fouras	4 201
La Gripperie-Saint-Symphorien	610
Loire-les-Marais	389
Lussant	1 027
Moëze	596
Moragne	544
Muron	1 375
Rochefort	23 818
Saint-Agnant	2 840
Saint-Coutant-le-Grand	422

Saint-Froult	392
Saint-Hippolyte	1 509
Saint-Jean-d'Angle	707
Saint-Laurent-de-la-Prée	2 345
Saint-Nazaire-sur-Charente	1 232
Soubise	3 983
Tonnay-Charente	8 360
Vergeroux	1 316
Port-des-Barques	1 769
Sous-total CARO	66 296
Bourcefranc-le-Chapus	3 652
Le Gua	2 151
Marennes-Hiers-Brouage	6 251
Nieulle-sur-Seudre	1 240
Saint-Just-Luzac	2 129
Saint-Sornin	424
Sous-total CCBM	15 847
Saint-Vivien	1 435
Thairé	1 922
Yves	1 533
Sous-total CdA LR	4 890
Ardillières	890
Ballon	840
Ciré-d'Aunis	1 581
Landrais	810
Genouillé	901
Sous-total CdC AS	5 022
Bords	1 337
Le Mung	319
Saint-Savinien	2 558
Sous-total CdC VdS	4 214
Geay	795
Romegoux	633
La Vallée	696
Sous-total CdC CS	2 124
Total	178 422

Le Maire
Jean-Michel SOUSSIN

